

Un responsable de l'ONU Ã©labore un plan pour responsabiliser IsraÃ«l

Description



Photo: Ronen Zvulun/Reuters

Un enquÃªteur de l'ONU a dÃ©clarÃ© que le monde devrait envisager de couper les liens avec IsraÃ«l pour soutenir la quÃªte palestinienne de souverainetÃ©.

Par James Reinl, 11 juillet 2019

Nations Unies â?? Un enquÃªteur des Nations Unies est en train de rÃ©diger une sÃ©rie de mesures que la communautÃ© internationale peut prendre pour dissuader IsraÃ«l de construire davantage de colonies en Cisjordanie occupÃ©e et toute tentative visant Ã annexer officiellement le territoire palestinien.

Michael Lynk, chercheur indÃ©pendant pour l'ONU, a dÃ©clarÃ© que l'Union europÃ©enne (UE) et certaines puissances mondiales devraient envisager de rompre les liens Ã©conomiques, politiques et culturels avec IsraÃ«l afin de soutenir la quÃªte palestinienne d'un Ã©tat.

Ã« La communautÃ© internationale doit examiner la gamme disponible de contre-mesures couramment utilisÃ©es vers un grand nombre de pays impliquÃ©s dans des violations flagrantes des droits humains et doit dÃ©cider lesquelles sont appropriÃ©es Ã envisager d'utiliser en ce qui concerne IsraÃ«l Ã», a dÃ©clarÃ© Lynk Ã Al Jazeera.

Ã« La communautÃ© internationale dÃ©tient de nombreuses cartes avec IsraÃ«l, et doit lui dire: Ã« Votre appartenance ou vos privilÃ¨ges au moyen d'accords bilatÃ©raux ou multilatÃ©raux en ce qui concerne votre Ã©conomie, vos relations politiques et culturelles vont toutes Ãªtre remises en question et examinÃ©es Ã moins que vous ne montriez de rÃ©els efforts pour dÃ©vider et annuler

l'occupation Â« . Â»

L'expansion continue des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés constitue un obstacle pour un futur État palestinien. Les Palestiniens disent que la paix avec Israël peut être réalisée si on leur donne le contrôle de la Cisjordanie occupée, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est occupée.

Lynk est pour une semaine dans la capitale jordanienne, Amman, pour rencontrer des responsables et des militants israéliens et palestiniens et enquêter pour un rapport qu'il soumettra en octobre au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, basé à Genève.

Lynk tenait ces réunions en Jordanie parce que, comme lors des visites précédentes, les autorités israéliennes ne lui avaient pas accordé l'accès.

Il est le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits humains dans le territoire palestinien, c'est-à-dire qu'il examine la question et publie des rapports. Dans le passé, ses conclusions ont été vivement critiquées par les Etats Unis et par Israël.

Les recommandations de Lynk ne sont pas juridiquement contraignantes. Bien que ses demandes puissent sembler excessivement ambitieuses, les activistes palestiniens pourraient bien les considérer comme une alternative utile à un processus de paix formel qui est largement stoppé.

La mission israélienne auprès de l'ONU n'a pas immédiatement répondu à la demande de commentaires d'Al Jazeera.

S'exprimant au téléphone depuis la capitale jordanienne, Lynk a déclaré à Al Jazeera que les membres des Nations Unies devraient tout envisager, de la réduction des liens culturels avec Israël à la suspension de son adhésion à l'organisation mondiale.

Il a souligné le rôle de l'UE, qui représente environ 40% du commerce extérieur d'Israël et pourrait faire dépendre le flux de biens et de services israéliens vers le bloc des 28 nations de changements politiques en faveur des Palestiniens.

Le professeur canadien de droit a également mis l'accent sur deux mécanismes soutenus par l'ONU conçus pour tenir Israël responsable des violations des droits humains, qui semblent s'être arrêtés sous la pression des États-Unis et d'Israël.

Tout d'abord, Lynk a appelé à la publication rapide de la liste noire tant attendue des entreprises israéliennes et internationales qui tirent profit des opérations menées dans les colonies israéliennes de Cisjordanie occupée, établie par l'organisme des droits humains de l'ONU à Genève.

Ensuite, il a exhorté les procureurs de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye d'accroître l'enquête préliminaire débutée en 2015 sur les allégations d'atteintes aux droits commises par Israël et le Hamas sur le territoire palestinien.

« À moins d'une pression internationale sur Israël pour qu'il agisse comme il convient, Israël continuera d'approfondir et de renforcer l'occupation », a déclaré Lynk à Al Jazeera.

« Je ne sais pas ce dont la communauté internationale a besoin pour se rendre compte qu'Israël ne va pas d'effaire de lui même l'occupation et permettre l'autodétermination des Palestiniens. »

Israël a capturé la Cisjordanie lors de la guerre de 1967. Ses colonies sont illégales au regard du droit international. Les Palestiniens considèrent que les avant-postes, et la présence militaire nécessaire pour les protéger, constituent des obstacles à leur objectif d'établir un État. Israël le conteste.

En avril, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, avait promis aux électeurs, avant l'élection, d'annexer les colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie occupée s'il remportait un autre mandat une initiative de plus en plus discutée par les politiciens israéliens.

Son discours a été soutenu par l'ambassadeur américain en Israël, David Friedman, qui a déclaré qu'Israël avait le droit d'annexer au moins « une partie » de la Cisjordanie occupée.

Selon Lynk, les Israéliens sont confiants grâce au soutien du président américain Donald Trump, qui a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël, a déplacé l'ambassade américaine dans ce pays et a reconnu la souveraineté israélienne sur les hauteurs du Golan occupées.

Le mois dernier, une conférence dirigée par les États-Unis à Bahreïn, destinée à stimuler les investissements dans l'économie palestinienne et à ouvrir une voie à la paix avec Israël a été critiquée, car aucune délégation officielle des deux parties n'y a assisté.

Les Palestiniens ont rejeté le plan de paix américain appelé « accord du siècle » dont les termes n'ont pas encore été rendus publics -, affirmant qu'ils n'avaient pas été consultés.

Cette initiative de paix américaine, élaborée par le conseiller principal et gendre de Trump, Jared Kushner, est « sur un maintien en vie », a déclaré Lynk.

« Nous attendons de voir ce que les Américains, vraisemblablement en novembre, feront ? mais moins que la partie politique du plan de paix américain adhère à une approche fondée sur les droits et au droit international, je pense que le plan sera mort-né et rejeté », a déclaré Lynk à Al Jazeera.

Source : [Al Jazeera](#)

Traduction : JPB pour l'Agence Média Palestine

date créée
2019/07/15